



PROTECTION DES EAUX DES GRANDS LACS

EXAMEN DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT
DE FEVRIER 2000 DE LA CMI

AOÛT 2004



International
Joint
Commission

Commission
mixte
internationale

SECTION
CANADIENNE

234, avenue Laurier Ouest, 22^{ième} étage
Ottawa (Ontario)
Canada K1P 6K6
Téléphone: (613) 995-2984
Télécopieur: (613) 993-5583
Courrier électr.: Commission@ottawa.ijc.org

SECTION
AMÉRICAINNE

1250 23rd Street, NW, Suite 100
Washington, D.C.
U.S.A. 20440
Téléphone: (202) 736-9000
Télécopieur: (202) 736-9015
Courrier électr.: Commission@washington.ijc.org

BUREAU
RÉGIONAL DES
GRANDS LACS

100, avenue Ouellette, 8^{ième} étage
Windsor (Ontario)
Canada N9A 6T3
Téléphone: (519) 257-6700
Télécopieur: (519) 257-6740
Courrier électr.: Commission@windsor.ijc.org

ou

P.O. Box 3269
Detroit, Michigan
U.S.A. 48232-2869
Téléphone: (313) 226-2170

ISBN: 1-894280-48-2

This report is equally available in English

PROTECTION DES EAUX DES GRANDS LACS

EXAMEN DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE FEVRIER 2000 DE LA CMI

RÉSUMÉ

Les eaux des Grands Lacs sont essentielles à la santé et au mieux-être de l'écosystème du bassin des Grands Lacs et pour les quelque 40 millions de personnes qui comptent sur les lacs pour leur eau potable, leur alimentation, leur travail et leurs loisirs. En raison de l'importance de cette ressource unique pour la santé et la vitalité de l'écosystème de l'ensemble du bassin, tous les paliers gouvernementaux doivent continuer d'élaborer des normes sur l'utilisation des eaux des Grands Lacs et d'améliorer les efforts consacrés à la conservation des eaux de toutes les sources.

Les gouvernements du Canada et des États-Unis se sont engagés, dans le cadre du *Traité des eaux limitrophes* et de l'*Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs*, à rétablir et préserver l'intégrité de cette ressource unique, vitale et quasiment non renouvelable. En outre, les gouvernements des États des Grands Lacs et ceux de l'Ontario et du Québec se sont engagés, dans le cadre de la *Charte des Grands Lacs* et l'*Annexe 2001*, à protéger, économiser et gérer les eaux des Grands Lacs.

Le 22 février 2000 la Commission a publié, à la demande du gouvernement du Canada et de celui des États-Unis, un rapport sur la protection des eaux des Grands Lacs, dans lequel elle conclut que les Grands Lacs ne constituent pas un réservoir assez vaste pour un monde de plus en plus assoiffé. Dans ce rapport, on fait observer que les Grands Lacs comprennent environ 20 % de l'eau douce de la surface de la Terre, seulement 1 % de cette eau est renouvelé chaque année. La Commission conclut que l'extraction de l'eau du bassin réduit la résilience du système et sa capacité à s'adapter à des contraintes imprévisibles, par exemple les changements climatiques. La Commission a donc recommandé aux gouvernements d'adopter un certain nombre de mesures précises pour s'assurer que l'extraction de l'eau du bassin et les applications de consommation de l'eau dans ce bassin ne portent pas atteinte à l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Canada ont demandé à la Commission d'examiner les recommandations reproduites dans son Rapport 2000 à la lumière des faits nouveaux qui se sont produits depuis la publication du rapport. Le texte de ce rapport comporte un examen de chaque recommandation. Ce rapport est le fruit de la collaboration de plus de 50 organismes non gouvernementaux et de citoyens et représentants des gouvernements à l'occasion des audiences publiques sur l'utilisation de l'eau dans le bassin des Grands Lacs.

Voici les faits essentiels qui se sont produits depuis le *Rapport 2000*.

Les modifications apportées à la *Loi du Traité des eaux limitrophes internationales* (projet de loi C-6) et au *Règlement sur les eaux limitrophes internationales*, qui sont entrés en vigueur au Canada en décembre 2002, interdisent de puiser dans les eaux limitrophes¹ canadiennes des Grands Lacs.¹

Aux États-Unis, la *Water Resources Development Act of 1986* interdit la dérivation des eaux des Grands Lacs, sauf avec l'approbation des gouverneurs des huit États des Grands Lacs. Les modifications apportées à cette loi en 2000 encouragent en outre les États des Grands Lacs à élaborer et appliquer, de concert avec les provinces de l'Ontario et du Québec, une norme pour prendre des décisions en ce qui concerne l'extraction et l'utilisation des eaux du bassin des Grands Lacs.

En 2001, les États des Grands Lacs ainsi que l'Ontario et le Québec ont conclu en connaissance de cause un accord constituant une annexe de la *Charte des Grands Lacs de 1985*, appelée *Annexe 2001*, qui les oblige à établir une nouvelle norme décisionnelle et un système de soutien décisionnel pour gérer les activités d'extraction dans le bassin des Grands Lacs. La Commission félicite les États des Grands Lacs de même que l'Ontario et le Québec pour leurs réalisations à ce jour et note que les nouveaux accords projetés pour la mise en oeuvre de l'*Annexe 2001* ont été diffusés pour avis au public le 19 juillet 2004, pour 90 jours, et que les gouvernements devront alors approuver, en adoptant des lois, un accord final.

Bien qu'on n'ait pas déposé, pour l'instant, de propositions actives pour les activités de dérivation des eaux en dehors du bassin des Grands Lacs, sauf dans les collectivités installées sur la rive du bassin, la situation pourrait évoluer. En outre, parce que la demande exprimée pour l'eau afin de répondre aux besoins de ces collectivités augmente et à cause des impératifs éventuels de dérivation des eaux vers d'autres parties du continent, il est urgent que le gouvernement applique les recommandations du *Rapport 2000* de la Commission et que les États et les provinces des Grands Lacs mettent en oeuvre l'*Annexe 2001* de manière à respecter ces recommandations. Jusqu'à ce que ce processus soit terminé, il n'est pas possible de dire si l'*Annexe 2001* et les mesures prises en application de cette annexe traduiront en pratique les recommandations contenues dans le rapport 2000 de la Commission.

Dans son *Rapport 2000*, la Commission a conclu que les obligations existantes dans le cadre du droit commercial international n'empêchent pas le Canada et les États-Unis de prendre des

¹ Le terme eaux limitrophes dans La Loi a le même sens que celui dans le Traité des eaux limitrophes qui définit les eaux limitrophes dans l'article préliminaire comme suit: « Pour les fins de ce traité, les eaux limitrophes sont définies comme les eaux de terre ferme à terre ferme des lacs, fleuves et rivières et des voies d'eau qui les relient --ou les parties de ces eaux--- que longe la frontière internationale entre les États-Unis et le Dominion du Canada, y compris les baies, les bras et les anses qu'elles forment. Sont toutefois exclues de la présente définition les eaux des affluents qui, dans leur cours naturel, se verseraient dans ces lacs, fleuves, rivières et voies d'eau, les eaux coulant de ces lacs, fleuves, rivières et voies d'eau, ainsi que les eaux des fleuves et rivières traversant la frontière.»

mesures pour protéger leurs ressources en eau et pour préserver l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs. Le gouvernement du Canada et celui des États-Unis sont favorables à cette conclusion, et la Commission recommande que ces deux gouvernements adoptent des mesures pour dissiper les craintes du public, qui croit que les eaux des Grands Lacs pourraient être menacées comme denrée. Effectivement, la Commission affirme de nouveau que les accords commerciaux n'ont pas pour effet d'imposer de contraintes dans la protection des eaux à leur état naturel, c'est-à-dire avant que les eaux deviennent des denrées commerciales ou vendables. Ce qui est tout aussi important, c'est que la Commission continue d'entériner sans réserve le principe de base adopté dans son *Rapport 2000* et selon lequel les normes de consommation des eaux, selon lesquelles les utilisateurs du bassin et ceux qui sont hors du bassin ne sont pas sur un pied d'égalité, sont logiques.

La Commission comprend qu'à l'heure actuelle la demande exprimée pour les eaux dérivées réside du côté américain de la frontière dans les collectivités beaucoup plus proches de la ligne de partage des eaux du bassin, par exemple New Berlin (Wisconsin) et Lowell (Indiana)². Effectivement, la Commission sait qu'un nombre croissant de propositions est déposé pour permettre aux collectivités qui chevauchent la ligne de partage des eaux de surface du bassin des Grands Lacs ou qui sont installées en périphérie d'utiliser les eaux des Grands Lacs. La Commission s'inquiète en particulier de l'appauvrissement de la nappe phréatique dans ces collectivités, ce qui n'est pas viable et pourrait avoir pour effet de réduire la qualité des eaux, d'assécher les affluents et de détruire l'habitat. En particulier, le pompage massif des eaux souterraines dans le sud-est du Wisconsin a eu le effet de réduire l'écoulement vers le lac Michigan et dans certaines régions, d'inverser le sens de l'écoulement³.

Les États et les provinces élaborent actuellement un régime de gestion des eaux pour répondre à ces impératifs de manière équitable et durable, et la Commission continue de les inviter à s'assurer que ce nouveau régime respecte les recommandations de son *Rapport 2000*. En outre, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États et des provinces devraient travailler de concert pour recenser et caractériser la nappe souterraine.

En matière d'économie des eaux, la Commission constate qu'il reste à accomplir beaucoup de travail à tous les paliers de gouvernement pour mettre en oeuvre les mesures d'économie de l'eau exposées dans son *Rapport 2000*. Voilà pourquoi la Commission encourage les intéressés à appliquer le plus rapidement possible ces recommandations. À tous les paliers, les gouvernements devraient aussi encourager l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques portant par exemple sur l'installation de compteurs d'eau et la tarification favorisant la conservation, de même que de technologies permettant de réduire l'utilisation et la perte de l'eau à la condition de protéger les familles à faible revenu.

Depuis de nombreuses années, les gouvernements ont demandé à maintes reprises à la Commission de donner des conseils sur la protection des eaux du bassin des Grands Lacs contre l'utilisation et la dérivation non viables. Bien que la connaissance de l'écosystème se soit

² Milwaukee Journal Sentinel, « Troubled Waters: The Great Divide », les 23 novembre, 30 novembre et 7 décembre 2003.

³ D.T. Feinstein, D.J. Hart, T.T. Eaton, J.T. Krohelski, et K.R. Bradbury, 2004, simulation de l'écoulement des eaux souterraines dans le sud-est du Wisconsin, « Wisconsin Geologic and Natural History Survey Open File Report », 2004-01, p. 132 [texte à fournir].

perfectionnée et que les politiques et les pratiques s'améliorent, des inquiétudes vives subsistent, et il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour gérer durablement ces ressources dans l'intérêt des générations d'aujourd'hui et de demain. La Commission invite tous les États et provinces des Grands Lacs et les gouvernements des États-Unis et du Canada à évaluer attentivement les constatations de ce rapport, à s'engager de nouveau à mettre en oeuvre les recommandations du *Rapport 2000* et à travailler de concert pour gérer et protéger la source la plus précieuse d'eau douce au monde : les Grands Lacs.

Examen des recommandations

La Commission a procédé à un examen complet et attentif des recommandations exprimées dans son *Rapport 2000*. Nous reprenons ci-après, en caractères ordinaires, les recommandations faites à l'origine par la Commission dans son *Rapport 2000*. Les observations portant sur la situation de ces recommandations sont présentées en **caractères gras** après les recommandations correspondantes.

Recommandation I. Prélèvements

Sans préjudice à l'autorité du gouvernement fédéral des États-Unis et du Canada, les gouvernements des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec ne devraient pas autoriser la mise en oeuvre d'une proposition d'extraction d'eau dans le bassin des Grands Lacs à moins que le promoteur puisse démontrer qu'elle ne menace aucunement l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs et :

- a qu'il n'y a pas de solution de rechange pratique à cette extraction;
- b que les effets cumulatifs éventuels du prélèvement proposé ont fait l'objet d'un examen exhaustif, qui a pris en compte la possibilité que des propositions similaires soient présentées dans un avenir prévisible;
- c que des méthodes de conservation efficaces seront mises en place dans les secteurs où l'eau sera acheminée;
- d que de saines pratiques de planification seront appliquées relativement à l'extraction proposée;
- e qu'il n'y a pas de perte nette dans la zone de prélèvement ou, à tout le moins, que la perte ne dépasse pas 5 pour cent (soit la perte moyenne due à toutes les activités de consommation dans le bassin des Grands Lacs); que l'eau extraite est restituée dans une condition qui, grâce à la meilleure technologie existante, protège la qualité de la ressource et empêche l'introduction d'espèces exotiques envahissantes dans les Grands Lacs.

Lors de l'examen des propositions d'extraction d'eau dans les Grands Lacs en vue d'alimenter les collectivités situées à proximité du bassin, une attention spéciale devrait être accordée aux

interactions possibles entre les aquifères et écosystèmes de ces collectivités et celles du bassin des Grands Lacs.

Les gouvernements des États et des provinces devraient s'assurer que la qualité de l'eau restituée au bassin respecte les objectifs de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Pour le moment, l'eau extraite du bassin et utilisée comme eau de lest ou embouteillée dans des contenants de 20 litres ou moins devrait être considérée, à première vue, comme ne mettant pas en danger l'intégrité de l'écosystème des Grands Lacs. Toutefois, il faudrait faire preuve de prudence en matière d'évaluation des effets importants éventuels, à l'échelle locale, de l'embouteillage de l'eau dans des contenants.

Les prélèvements d'eau effectués à court terme à des fins humanitaires ne devraient pas être assujettis aux restrictions ci-dessus.

Les gouvernements du Canada et des États-Unis, et les gouvernements des États des Grands Lacs et Ontario et Québec devraient se donner mutuellement avis de toute proposition d'extraction d'eau dans le bassin des Grands Lacs, sauf pour les catégories d'extraction utilisée comme eau de lest ou embouteillée dans des contenants de 20 litres ou moins.

Les consultations concernant les extractions proposées devraient se poursuivre conformément aux modalités et processus en vigueur dans l'ensemble du bassin des Grands Lacs et devraient être combinées à des possibilités accrues de participation du public.

S'il y a lieu, les gouvernements du Canada et des États-Unis peuvent renvoyer à la Commission mixte internationale, conformément à l'article IX du Traité des eaux limitrophes, tout différend transfrontalier au sujet des utilisations susmentionnées que les gouvernements compétents ne peuvent résoudre.

Aucun élément de la présente recommandation ne modifie les droits ou obligations prévus dans le Traité des eaux limitrophes.

Observations de la Commission sur la recommandation I

La Commission fait observer qu'aucune proposition visant à dériver les eaux hors du bassin des Grands Lacs n'a été approuvée depuis son Rapport 2000.

En décembre 2002, le gouvernement du Canada a adopté le projet de loi C-6, qui modifiait la *Loi du Traité des eaux limitrophes internationales* et le nouveau *Règlement sur les eaux limitrophes internationales* connexe. Cette loi et ce règlement interdisent, entre autres, les nouvelles activités d'extraction par méthode de dérivation des eaux limitrophes canadiennes dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les extractions par n'importe quelle méthode excédant 50,000 litres par jour sont également interdites.

Cependant, il existe certaines exceptions pour : les quantités de moins de 50 000 litres par jour; les produits usinés renfermant de l'eau, dont l'eau potable et les autres boissons en bouteilles ou en conditionnements; l'eau utilisée dans les moyens de transport, dont les navires, les aéronefs ou les trains, comme ballasts pour leur fonctionnement ou pour les personnes, les animaux ou les biens transportés; ou l'eau utilisée dans les projets non commerciaux à court terme pour la lutte contre les incendies ou pour des raisons humanitaires. Dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent, cette interdiction relative à l'extraction de l'eau du bassin vise exclusivement les eaux canadiennes « limitrophes » au sens où ce terme est défini dans le *Traité des eaux limitrophes de 1909*.

De plus, en 1999, l'Ontario a adopté le *Water Taking and Transfer Regulation*, qui interdit généralement le transfert de l'eau hors du secteur ontarien du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Depuis 1999, le Québec interdit lui aussi, en règle générale, le transfert, hors de son territoire, de l'eau puisée dans cette province.

La Commission félicite le gouvernement du Canada et ceux de l'Ontario et du Québec des mesures accrues de protection adoptées pour les eaux du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Aux États-Unis, l'article 504 de la *Water Resources Development Act of 2000 (WRDA de 2000)* a eu pour effet de modifier la *Water Resources Development Act de 1986 (WRDA de 1986)*. En plus d'apporter cette modification, la *WRDA* précise, entre autres, que le Congrès a pour objectif et politique :

« d'intervenir immédiatement pour protéger, conforme au *Traité des eaux limitrophes de 1909*, la quantité limitée d'eau provenant du réseau des Grands Lacs que les États des Grands Lacs peuvent utiliser;

« d'encourager les États des Grands Lacs à élaborer et à mettre en oeuvre, de concert avec les provinces de l'Ontario et du Québec, un mécanisme constituant une norme commune d'économie et reprenant les principes de l'économie de l'eau et de l'amélioration des ressources pour prendre des décisions en ce qui concerne l'extraction et l'utilisation de l'eau provenant du bassin des Grands Lacs;

« d'interdire toute dérivation de l'eau des Grands Lacs par un État, un organisme fédéral ou une entreprise privée pour s'en servir en dehors du bassin des Grands Lacs, sauf si cette dérivation est approuvée par le gouverneur de chacun des États des Grands Lacs;

« d'interdire à tous les organismes fédéraux de réaliser des études qui auraient pour effet de transférer l'eau des Grands Lacs pour des activités se déroulant à l'extérieur du bassin des Grands Lacs. »

La *WRDA* enchaîne avec un niveau de référence précis de la CMI.

« Nul organisme fédéral ne peut réaliser d'études ni dépenser les fonds du gouvernement fédéral pour passer un marché portant sur des études relativement à la viabilité de la dérivation de l'eau dans tous les secteurs des Grands Lacs aux États-Unis ou des affluents des Grands Lacs sur le territoire des États-Unis pour s'en servir en dehors du bassin des Grands Lacs, à moins que ces études ou ces dépenses soient approuvées par les gouverneurs de chacun des États des Grands Lacs. L'interdiction exprimée dans la phrase précédente ne s'applique pas aux études ou aux travaux de collecte de données réalisés par le Corps of Engineers ou d'autres organismes fédéraux sous la direction de la Commission mixte internationale conformément au *Traité des eaux limitrophes de 1909*. »

La Commission considère que cette modification est constructive et félicite le Congrès des États-Unis pour son intervention dans ce domaine.

Le 18 juin 2001, les États des Grands Lacs et les gouvernements de l'Ontario et du Québec ont conclu en connaissance de cause un accord, l'*Annexe de la Charte des Grands Lacs de 1985*, qui établissait les principes de la gestion des ressources en eau des Grands Lacs.

L'*Annexe 2001* oblige les États des Grands Lacs et les gouvernements de l'Ontario et du Québec :

« ... à élaborer et à mettre en oeuvre une nouvelle norme commune d'économie des ressources et à l'appliquer aux nouvelles propositions d'extraction de l'eau du bassin des Grands Lacs. Cette norme portera également sur les projets d'accroissement de l'extraction des eaux existantes et d'augmentation de la capacité d'extraction des eaux existantes dans le bassin des Grands Lacs. »

L'*Annexe 2001* comporte également six directives portant sur l'élaboration d'un nouvel ensemble d'accords exécutoires : l'élaboration d'un vaste programme de participation publique; l'établissement d'une nouvelle norme décisionnelle; l'examen des projets dans le cadre de la *Water Resources Development Act of 1986*, dans sa version modifiée en 2000; l'élaboration d'un système de soutien décisionnel permettant de s'assurer qu'on réunit la meilleure information qui soit; et de nouveaux engagements en ce qui a trait à des questions comme la mise en oeuvre de programmes et de lois, la surveillance, les mécanismes de prise de décisions et de règlement des différends, l'économie, la recherche scientifique et l'utilité des eaux souterraines.

Les politiques projetées pour la mise en oeuvre de l'*Annexe 2001* ont été diffusés, le 19 juillet 2004, pour avis au public. La période d'observation du public dure 90 jours.

Enfin, la Commission fait observer que le résultat du processus de l'*Annexe 2001* devrait comporter une norme et un régime de gestion conformes aux recommandations de son *Rapport 2000*. Jusqu'à ce que ce processus ne soit pas achevé, on ne pourra pas savoir si l'*Annexe 2001* et les mesures adoptées à ce titre donneront effet aux recommandations du *Rapport 2000* de la Commission, ni dans quelle mesure ces recommandations seront appliquées.

Recommandation II. Activités majeures de consommation nouvelle ou accrue

Pour éviter de mettre en danger l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs, et sans préjudice à l'autorité du gouvernement fédéral du Canada et des États-Unis, les gouvernements des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec ne devraient pas autoriser les projets majeurs de consommation nouvelle ou accrue d'eau provenant des Grands Lacs à moins que :

- a. les effets cumulatifs éventuels de la consommation proposée aient fait l'objet d'un examen exhaustif, qui a pris en compte la possibilité que des propositions similaires soient présentées dans un avenir prévisible;
- b. des méthodes de conservation efficaces soient mises en place dans les secteurs où l'eau sera acheminée;
- c. de saines pratiques de planification soient appliquées relativement à la consommation proposée.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la présente recommandation, les gouvernements des États et des provinces devraient s'assurer que la qualité de l'eau restituée au bassin est conforme aux objectifs de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Les gouvernements du Canada et des États-Unis, des États des Grands Lacs et des provinces devraient se donner mutuellement avis de toute activité majeure proposée de consommation nouvelle ou accrue d'eau dans le bassin des Grands Lacs.

Les consultations concernant les activités majeures proposées de consommation nouvelle ou accrue d'eau devraient se poursuivre conformément aux modalités et processus en vigueur dans l'ensemble du bassin des Grands Lacs et devraient être combinées à des possibilités accrues de participation du public.

S'il y a lieu, les gouvernements du Canada et des États-Unis peuvent renvoyer à la Commission mixte internationale, conformément à l'article IX du Traité des eaux limitrophes, tout différend transfrontalier au sujet des utilisations susmentionnées que les gouvernements compétents ne peuvent résoudre.

Aucun élément de la présente recommandation ne modifie les droits ou obligations prévus

dans le Traité des eaux limitrophes.

Observations de la Commission sur la recommandation II

Les États des Grands Lacs et les provinces de l'Ontario et du Québec travaillent à la négociation d'un accord visant à mettre en oeuvre, sous leur forme définitive, les dispositions de l'*Annexe 2001* en ce qui a trait à la consommation de l'eau. Un projet de l'entente a été disséminé pour avis au public en juillet 2004.

Entre-temps, le 17 décembre 2003, l'Ontario a adopté un nouveau règlement sur l'extraction et l'utilisation de l'eau pour imposer un moratoire d'un an sur l'extraction nouvelle et accrue de l'eau dans le sud de l'Ontario, afin de donner au gouvernement de cette province le temps d'examiner les provisions de ses eaux souterraines et d'ébaucher de nouvelles règles pour l'extraction de l'eau.

Recommandation III. Conservation

Afin de préserver l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs, les gouvernements des États des Grands Lacs et de l'Ontario et du Québec devraient adopter des mesures de conservation qui permettront d'améliorer notablement l'efficacité de l'utilisation d'eau dans le bassin des Grands Lacs et ils devraient mettre en oeuvre les mesures de conservation mentionnées dans la présente recommandation.

Les gouvernements des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec, en collaboration avec les autorités locales, devraient élaborer et lancer une initiative coordonnée de conservation de l'eau à l'échelle du bassin, assortie d'objectifs de réduction de la consommation, de jalons spécifiques et d'activités de suivi de l'atteinte des objectifs, afin de préserver l'intégrité de l'écosystème du bassin des Grands Lacs et de tirer profit des autres avantages économiques et environnementaux qui découlent habituellement de telles mesures.

Lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre de cette initiative, les gouvernements devraient entre autres considérer les éléments suivants :

- a. les plus récentes techniques et méthodes de conservation et de lutte contre la pollution;
- b. les effets cumulatifs éventuels;
- c. l'application de saines pratiques de planification;
- d. dans la mesure du possible, la tarification de l'eau selon un barème qui favorisera la conservation;
- e. l'assujettissement de l'aide financière gouvernementale pour l'infrastructure d'adduction d'eau et d'assainissement à l'application de saines pratiques de conservation;

- f. la promotion de pratiques économes, notamment dans le secteur industriel et agricole;
- g. l'établissement de programmes efficaces de détection et de colmatage des fuites dans l'infrastructure hydraulique de toutes les municipalités;
- h. l'inclusion de normes rigoureuses en matière de performance et d'environnement et d'incitatifs financiers visant à favoriser les économies d'eau dans les ententes contractuelles de prestation de services reliés à l'eau, qu'ils soient publics ou privés;
- i. l'application des meilleures techniques existantes en matière d'économie d'eau dans les installations gouvernementales;
- j. le partage d'expériences relativement à la planification et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes de conservation, et l'utilisation de techniques de conservation de l'eau;
- k. la préparation conjointe de matériel promotionnel et éducatif ainsi que la diffusion des réussites, y compris le parrainage de conférences et d'ateliers sur la conservation de l'eau, en partenariat avec d'autres intervenants.

Observations de la Commission sur la recommandation III

La Commission fait observer que la conservation de l'eau est justifiable de plein droit pour ce qui est à la fois des économies elles-mêmes et de l'intendance adéquate de ressources en eau de plus en plus rares; or, elle reste préoccupée par le rythme lent de l'application des recommandations de son *Rapport 2000*.

Comme l'indique le rapport du groupe de travail de la Commission en date du 8 novembre 2002, le gouvernement du Canada et celui des États-Unis continuent d'appuyer la recherche sur la conservation et l'utilisation de l'eau, ainsi que l'élaboration de bases de données complètes sur les études d'évaluation de l'eau en collaboration avec les partenaires provinciaux et internationaux.

Les États des Grands Lacs et les gouvernements de l'Ontario et du Québec continuent d'élaborer des accords pour appliquer les dispositions de l'*Annexe 2001* en ce qui concerne la conservation de l'eau.

Le groupe de travail de la Commission a également fait observer qu'un document préparé par la Great Lakes Commission⁴ indique qu'il y a des améliorations considérables à apporter aux mesures d'économie de l'eau⁵. Il semble que l'Indiana, le Michigan, l'Ohio et le Wisconsin n'aient pas de programmes d'économie ou que leurs programmes soient très limités.

4 Dan Blake, Great Lakes Commission, *Water Conservation in the Great Lakes-St. Lawrence Region*, juillet 2002

5 Pour les besoins de ce rapport, on entend par « mesures d'économie » les mesures adoptées pour réduire l'extraction ou l'utilisation de l'eau.

On n'a pas évalué la situation des efforts d'économie des unités locales du gouvernement. Toutefois, la Commission fait observer qu'il existe, à l'échelon local du gouvernement, beaucoup de potentiel pour l'application de mesures d'économie. La Commission reconnaît qu'il sera toujours très difficile de réunir des données sur les programmes d'économie et de résumer ces programmes, à cause du très grand nombre d'administrations locales visées.

Aux États-Unis, la *Safe Drinking Water Act de 1996* obligeait l'Environmental Protection Agency (EPA) à publier des lignes directrices pour des plans d'économie de l'eau adaptés à la géographie des réseaux d'aqueduc et d'égout publics municipaux. On ne mesure pas, à l'heure actuelle, l'efficacité de ces lignes directrices, qui sont conçues pour promouvoir la conservation de l'eau à l'échelon des municipalités. Les États sont habilités à obliger les administrations responsables des réseaux d'aqueduc et d'égout à déposer un plan d'économie de l'eau conforme aux lignes directrices de l'EPA ou à d'autres lignes directrices pour avoir droit à des crédits dans le cadre du Drinking Water State Revolving Fund. Toutefois, l'Illinois, l'Indiana, le Michigan, l'État de New York, l'Ohio et la Pennsylvanie n'exigent pas de programmes d'économie pour les projets dans le cadre desquels on souhaite faire appel à des fonds renouvelables⁶.

La Commission tient à féliciter le maire de Chicago, M. Richard Daley, pour avoir lancé une initiative continue visant à mesurer à l'aide de compteurs l'utilisation d'eau en général dans la plus grande ville de la région des Grands Lacs et note que, dans le bassin des Grands Lacs, la majorité de l'extraction et de l'utilisation de l'eau n'est pas mesurée et que le mesurage permettrait d'améliorer spectaculairement la capacité d'économie et de gestion de l'utilisation de l'eau. En outre, la tarification de l'eau municipale pour encourager la conservation constituerait également un pas dans la bonne voie, à la condition de faire appel à des mesures pour protéger les familles à faible revenu.

Enfin, selon le groupe de travail de la Commission, l'utilisation apparente de l'eau a diminué considérablement entre 1993 et 1998. Toutefois, on ne sait pas si cette réduction apparente constitue une tendance réelle. Malheureusement, nous ne pouvons pas mesurer la part de la conservation de l'eau à elle seule dans le plafonnement plus rapide que prévu de la consommation de l'eau.

Recommandation IV. Normes

Sans préjudice à l'autorité du gouvernement fédéral du Canada et des États-Unis et conformément aux responsabilités qui leur ont été confiées par la *Charte des Grands Lacs*, les gouvernements des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec devraient élaborer, d'ici 24 mois, avec la participation entière du public et dans le cadre d'un processus ouvert, les normes et

⁶ Le Minnesota oblige les municipalités à se doter d'un plan d'économie pour s'inscrire dans la liste des priorités dans le cadre du fonds renouvelable. Le Wisconsin exige effectivement un plan pour les nouveaux puits en raison d'un régime distinct de protection des têtes des nouveaux puits. Dans l'administration de leur fonds renouvelable, New York et la Pennsylvanie donnent la priorité aux projets permettant d'économiser l'eau; or, ces États n'exigent pas de plans d'économie pour financer ces projets.

procédures, dont ceux mentionnés dans les recommandations I et II, qui seront utilisés dans la prise de décisions concernant les extractions ou les activités majeures de consommation nouvelle ou accrue. Les gouvernements fédéraux, provinciaux et des États ne devraient autoriser aucune nouvelle extraction et devraient faire preuve de prudence concernant toute activité majeure de consommation nouvelle ou accrue jusqu'à l'entrée en vigueur de ces normes ou d'ici 24 mois, selon la première de ces éventualités.

Observations de la Commission sur la recommandation IV

Les États des Grands Lacs et les gouvernements de l'Ontario et du Québec travaillent à les dispositions de l'Annexe 2001 afin d'établir des normes et des procédures pour gérer l'extraction et l'utilisation de l'eau. Un projet a été transmis pour avis au public en juillet 2004.

À ce que nous sachions, les gouvernements fédéraux, des États et des provinces n'ont ni autorisé ni permis, depuis 2000, de nouvelles activités d'extraction, ni d'activités majeures de consommation nouvelle ou accrue dans les Grands Lacs.

La Commission invite à nouveau les États et les provinces à adopter une norme conforme aux principes des recommandations I et II de son Rapport 2000 et fait observer que, selon les conseils de son groupe de travail, de son représentant juridique et des gouvernements des États-Unis et du Canada, une norme traitant l'utilisation de les eaux du bassin différemment de la dérivation de l'eau hors du bassin est raisonnable.

Recommandation V. Institutions et mécanismes existants

Afin de faciliter l'exécution efficace, coopérative et rapide des programmes en matière d'utilisation durable des ressources en eau du bassin des Grands Lacs, les gouvernements devraient recourir aux institutions existantes pour appliquer les recommandations du présent rapport. À cet égard, les gouvernements des États et des provinces devraient prendre des mesures relatives à la mise en oeuvre de la Charte des Grands Lacs et :

- a. élaborer et appliquer de toute urgence le Programme de gestion des ressources en eau du bassin;
- b. établir une vaste gamme de processus de consultation aux termes de la Charte de manière à garantir l'évaluation des effets importants des utilisations proposées des ressources en eau dans le bassin des Grands Lacs;
- c. faire en sorte que le processus de notification et de consultation prévu dans la Charte soit ouvert et transparent et que la consultation du public soit appropriée.

Observations de la Commission sur la recommandation V

Comme nous l'avons fait observer ci-dessus, les gouvernements des États des Grands

Lacs et de l'Ontario et du Québec travaillent à l'application des dispositions de l'*Annexe 2001* à la *Charte des Grands Lacs*.

La Commission fait observer que les États et les provinces des Grands Lacs sont déjà dotés d'un processus de signification de préavis et de consultation pour certaines activités d'extraction de l'eau en vertu de la *Charte des Grands Lacs*. La Commission continue de les encourager à être très attentifs et à offrir au grand public une occasion pratique de participer aux consultations. Elle fait également observer que la constitution d'un comité consultatif public du Groupe de travail sur l'*Annexe 2001* a constitué un fait extrêmement positif. En outre, elle note que la Directive n° 6 de l'*Annexe 2001* précise que les gouverneurs et les premiers ministres s'engagent à « établir et mettre en oeuvre des mécanismes efficaces pour prendre des décisions et résoudre les différends ».

Enfin, la Commission fait observer que les États des Grands Lacs et les provinces de l'Ontario et du Québec travaillent à l'application des dispositions de l'*Annexe 2001*, qui pourraient permettre de résoudre les problèmes soulevés dans la recommandation V, et qu'un projet de l'entente a été transmis pour avis au public en juillet 2004.

Recommandation VI. Données et recherches

Les gouvernements fédéraux, provinciaux et des États devraient prendre rapidement des mesures pour pallier les lacunes en matière de données sur les utilisations de l'eau, notamment :

- a. allouer suffisamment de ressources humaines et financières pour accroître la pertinence, la précision et l'exactitude des données sur les utilisations de l'eau;
- b. resserrer les liens de collaboration de manière à harmoniser la surveillance des utilisations de l'eau, les techniques d'estimation et l'établissement de rapports;
- c. encourager et appuyer la mise sur pied et la maintenance d'une banque commune de données et d'informations sur l'utilisation et la gestion des ressources en eau du bassin des Grands Lacs, élaborer des ententes systématiques en vue de l'échange de données et d'informations sur les eaux et déployer des efforts de recherche coordonnés pour fournir de meilleures informations en vue des décisions futures en matière de planification et de gestion des ressources en eau.

De plus, les gouvernements devraient prendre immédiatement des mesures pour faire en sorte que l'on procède, à l'échelle binationale, à des recherches coordonnées sur les effets individuels et cumulatifs des prélèvements d'eau sur l'intégrité de l'écosystème des Grands Lacs. Afin d'étayer leurs décisions, les gouvernements devraient mettre en oeuvre des programmes de surveillance à long terme pour déceler toute menace (y compris les menaces cumulatives) à l'intégrité de l'écosystème. De tels programmes devraient être exhaustifs, notamment dans leurs approches à la détection des menaces à l'intégrité de l'écosystème pour toute une gamme

d'échelles spatiales et temporelles.

Dans le cadre d'une politique préventive en matière de détermination des nouveaux problèmes, les gouvernements devraient entreprendre, à l'échelle binationale, des recherches et des activités scientifiques plus actives et, en particulier, mettre en oeuvre des programmes adéquats de surveillance à long terme pour les principaux indicateurs de changement dans l'écosystème.

Observations de la Commission sur la recommandation VI

La Commission fait observer que dans la *Charte des Grands Lacs*, les États et les provinces se sont engagés, il y a près de deux décennies, à enregistrer toutes les activités d'extraction de l'eau de plus de 380,000 litres par jour et à réglementer toutes les activités d'extraction, que ce soit pour la dérivation ou pour la consommation, de plus de 7,600,000 litres par jour, comme condition pour participer au processus de signification des préavis et de consultation prévu dans la *Charte*. Pour cette raison, de même que du fait des autres engagements adoptés dans l'*Annexe 2001*, la Commission fait observer que, malgré les progrès accomplis, on relève toujours des lacunes dans la collecte des données sur l'utilisation de l'eau.

Pour donner suite au *Rapport 2000* de la Commission, le gouvernement du Canada a affirmé que les plans visant à moderniser son réseau de surveillance de l'eau continuent d'évoluer, mais qu'ils n'ont pas encore été finalisés. Selon le groupe de travail de la Commission, Environnement Canada et le gouvernement de l'Ontario ont lancé un projet conjoint visant à réunir les données de base sur le ravitaillement en eau, son utilisation et la demande au niveau des bassins secondaires, pour recenser les points écologiques vulnérables et pour établir des prévisions. Ce projet ne devrait pas être terminé avant 2005.

Le groupe de travail de la Commission a constaté que l'United States Geological Survey (USGS), qui est responsable de la compilation et de la diffusion des données sur l'utilisation de l'eau aux États-Unis, a réduit la portée de son prochain rapport national quinquennal de données sur l'utilisation de l'eau, notamment parce que son programme est sous-financé et aussi en raison des inquiétudes exprimées à l'égard de certaines caractéristiques du rapport, en particulier les estimations de la consommation, qui ne seraient pas suffisamment valables, sur le plan scientifique, pour justifier que l'on continue de le publier. À l'heure actuelle, il n'y a pas de consensus sur les « coefficients d'utilisation pour la consommation », terme qui est défini comme suit dans ce rapport : « la partie de l'eau extraite qui est évaporée, rejetée par les végétaux, intégrée dans les produits ou perdue autrement et qu'on ne peut donc plus utiliser dans le bassin ». Selon le groupe de travail, on a largement surestimé l'ampleur du problème d'utilisation pour la consommation au cours des dernières décennies.

La Commission remarque également que, dans le cadre de l'*Annexe 2001*, les États des Grands Lacs et les provinces de l'Ontario et du Québec ont collaboré, avec le concours des organismes des gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada, avec la Great Lakes Commission (GLC) à l'évaluation de l'information disponible, à la mise à jour des données sur les utilisations actuelles de l'eau, à la définition des besoins en données, à l'enrichissement des connaissances sur les eaux souterraines et à l'étude de modèles susceptibles d'être utilisés pour mettre en oeuvre le système de soutien.

Prenant acte des mesures ci-dessus, la Commission continue d'exhorter les États des Grands Lacs à parachever et à mettre à jour la base de données sur les activités d'extraction de l'eau, y compris celles effectuées à des fins agricoles.

L'État du Michigan, qui est le seul État à ne pas avoir réglementé les activités d'extraction de l'eau supérieures à deux millions de gallons par jour, devrait intervenir immédiatement pour respecter cet engagement. La Commission croit savoir que le gouverneur du Michigan a demandé à ce que des mesures soient prises pour réglementer les extractions d'eau et que l'assemblée législative de l'État pourrait se pencher sur cette question dans l'avenir.

Recommandation VII. Eaux souterraines

Les gouvernements devraient prendre immédiatement des mesures pour intensifier les recherches sur les eaux souterraines afin de mieux comprendre leur rôle dans le bassin des Grands Lacs. En particulier, ils devraient réaliser des travaux de recherche sur :

- a. l'établissement de cartes unifiées et uniformes pour les unités hydrogéologiques limitrophes et transnationales;
- b. la description complète du rôle des eaux souterraines dans le soutien des systèmes écologiques;
- c. l'amélioration des estimations rendant compte fidèlement du niveau et de l'importance de la consommation de l'eau;
- d. des méthodes simplifiées permettant de recenser les activités importantes d'extraction des eaux souterraines à proximité des limites des bassins hydrologiques;
- e. les incidences des changements apportés à l'aménagement du territoire et de la croissance de la population sur la disponibilité et la qualité des eaux souterraines;
- f. le rejet des eaux souterraines dans les courants d'eau de surface et dans les Grands Lacs et l'estimation systématique des zones naturelles d'alimentation;

- g. la surveillance et le suivi systématiques de l'utilisation des permis de prélèvement d'eau, en particulier pour les opérations de mise en bouteilles de l'eau.

En reconnaissance de l'interaction fréquente et omniprésente entre les eaux souterraines et les eaux de surface et de la quasi-impossibilité de les distinguer dans certains cas, les gouvernements devraient adopter le principe de la prudence en ce qui a trait à l'extraction et à la consommation des eaux souterraines du bassin.

Observations de la Commission sur la recommandation VII

La Commission fait observer que les connaissances scientifiques sur les eaux souterraines et sur leur rôle dans le soutien des fonctions de l'écosystème restent incomplètes et qu'il faut réaliser d'importants travaux de recherche pour corriger des lacunes actuelles de connaissances. Elle a établi un répertoire de sujets de recherche qui demeurent pertinents et invite les gouvernements à réaliser et à appuyer ces travaux de recherche.

Dans sa réaction au *Rapport 2000* de la Commission, le gouvernement du Canada a affirmé que la Commission géologique du Canada a amorcé des consultations avec les provinces, les territoires et d'autres organismes scientifiques fédéraux afin d'élaborer un programme national permettant d'établir des cartes pour les principales nappes phréatiques du pays, en tenant compte des eaux souterraines du bassin des Grands Lacs. Selon le groupe de travail de la Commission, les eaux souterraines font également partie du projet d'Environnement Canada et de l'Ontario pour ce qui est de l'utilisation de l'eau et du ravitaillement en eau, projet dont il est question dans les commentaires de la Commission sur la recommandation précédente. Cependant, à ce que la Commission sache, ces efforts n'ont pas encore porté fruit. De plus, le gouvernement du Canada a amorcé, avec le gouvernement des États-Unis, des pourparlers en ce qui concerne l'élaboration d'une campagne concertée visant à mieux sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des eaux souterraines dans l'ensemble du bassin des Grands Lacs.

À l'heure actuelle, l'USGS et les États des Grands Lacs réalisent aussi des travaux de recherche sur les eaux souterraines, essentiellement en fonction de besoins précis, par exemple l'établissement de rapports sur les puits domestiques asséchés dans les comtés de Monroe et de Saginaw dans le Michigan de même que sur la diminution de la nappe phréatique profonde dans le sud-est du Wisconsin. Un représentant de l'USGS a fait savoir au groupe de travail de la Commission que jusqu'à maintenant, on n'avait guère accompli de travail pour répondre à l'appel lancé par la Commission pour établir des cartes unifiées et uniformes des unités hydrologiques limitrophes et transnationales. Le groupe de travail a toutefois constaté qu'on avait accompli des progrès dans la description du rôle des eaux souterraines dans le soutien des systèmes écologiques (bien que la disponibilité de l'eau de bonne qualité pour la boire et les écosystèmes représente toujours un secteur essentiellement non étudié pour l'ensemble des Grands Lacs), dans le recensement des effets des changements apportés à l'aménagement du territoire et de l'accroissement de la

population sur la disponibilité et la qualité des eaux souterraines, sur l'enrichissement des connaissances à propos du déversement des eaux souterraines dans les courants d'eau et dans l'estimation des zones naturelles d'alimentation.

Les eaux souterraines font également partie des travaux que la Great Lakes Commission consacre à l'*Annexe 2001*. De plus, en 2002, le Great Lakes Protection Fund a attribué une subvention à l'USGS afin de permettre à une équipe d'hydrologues de développer une maquette à trois dimensions du bassin du lac Michigan pour représenter les liens entre les eaux souterraines et le réseau des eaux de surface et pour élaborer, avec Environnement Canada, des protocoles et des procédures de publication de données qu'on pourra appliquer dans les deux pays dans les travaux courants d'analyses hydrologiques. Ces travaux se poursuivent; toutefois, à ce que la Commission sache, ils ne sont pas encore terminés.

La Commission fait observer que le *Traité des eaux limitrophes* est muet en ce qui concerne les eaux souterraines. Toutefois, hormis le fait que, dans certains cas, il est impossible de distinguer les courants des eaux souterraines et les courants d'eau de surface, la CMI peut étudier et a effectivement étudié les courants des eaux souterraines selon les référés publiés conformément à l'article IX du *Traité* et peut examiner les incidences produites sur les courants des eaux souterraines lorsqu'il s'agit de décider si on doit approuver ou non les demandes de projets produisant des effets transnationaux, conformément aux articles III, IV et VIII du *Traité*. Selon la définition qu'en donnent la *Charte des Grands Lacs* et l'*Annexe 2001* de cette *Charte*, les « eaux du bassin des Grands Lacs » comprennent les eaux souterraines des affluents comprises dans le territoire de cette *Charte*. Voilà pourquoi il semble que le régime de gestion de l'eau qui sera élaboré dans la foulée du processus de l'*Annexe 2001* s'appliquera à l'extraction des eaux souterraines comme des eaux de surface dans le territoire de la *Charte*. La Commission lance toutefois une mise en garde, puisqu'en raison de la médiocrité relative des connaissances scientifiques à propos de la qualité, de la quantité et du débit des eaux souterraines, ce régime devrait être assez souple pour permettre d'améliorer ces connaissances.

La Commission souhaite insister sur l'importance décisive de la recommandation ci-dessus, selon laquelle les gouvernements devraient lancer un projet de cartographie et de caractérisation de toutes les nappes souterraines du bassin des Grands Lacs. Ce projet permettrait d'améliorer spectaculairement la capacité de gestion de ces eaux vitales et de promouvoir les connaissances scientifiques sur ces ressources invisibles.

Enfin, la Commission fait observer qu'on relève des exemples de collectivités aménagées à proximité du bassin et qui, parce qu'elles avaient besoin d'eau – et qu'elles ne pouvaient pas puiser dans les eaux de surface des Grands Lacs – ont décidé d'extraire de grandes quantités d'eaux souterraines.

Recommandation VIII. Changement climatique

Prenant acte que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat a conclu que les activités humaines ont un effet perceptible sur le climat mondial, et malgré les incertitudes entourant la modélisation du climat futur, les gouvernements du Canada et des États-Unis devraient s'attacher à réaliser pleinement leurs engagements internationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Observations de la Commission sur la recommandation VIII

La Commission fait observer que les changements climatiques exacerbent l'incertitude en ce qui a trait aux provisions d'eau des Grands Lacs, la plupart des modèles prévoyant un abaissement des niveaux des lacs, de sorte qu'il est encore plus impérieux que les États et les provinces complètent le processus de l'*Annexe 2001* en adoptant des normes et des lignes directrices de gestion conformes à sa recommandation.

En outre, la Commission fait observer que le gouvernement du Canada a ratifié le *Protocole de Kyoto* à la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* et adopté un Plan sur les changements climatiques, qu'il met en oeuvre à l'heure actuelle. On affirme que ce plan, qui est le fruit de vastes consultations avec les provinces, les territoires, les intervenants et différents citoyens canadiens, devrait constituer un cadre permettant d'accomplir des progrès dans cette voie, tout en prévoyant une adaptation continue au fur et à mesure qu'on fera le point sur les progrès accomplis.

Les États-Unis n'ont pas signé le Protocole de Kyoto; toutefois, ils se penchent plutôt sur le problème de l'évolution du climat en adoptant ses propres mesures. À cet égard, la Commission note avec intérêt la création du Chicago Climate Exchange, qui se décrit comme « le premier engagement exécutoire volontaire d'un ensemble représentatif de sociétés commerciales, de municipalités et d'autres institutions nord-américaines pour établir un marché fondé sur des règles afin de réduire les rejets de gaz à effet de serre ». Les membres de cet organisme achètent et vendent des crédits pour la réduction des rejets afin de réduire économiquement l'ensemble des rejets.

Recommandation IX. Droit commercial

Les gouvernements du Canada et des États-Unis devraient intensifier leurs efforts pour vaincre l'appréhension du public qui craint que les obligations commerciales internationales empêchent les deux pays d'adopter des mesures pour protéger les eaux limitrophes; ils devraient aussi s'efforcer de clarifier la question et de dégager un consensus.

Observations de la Commission sur la recommandation IX

Les accords commerciaux internationaux n'empêchent pas les gouvernements des États-Unis et du Canada de protéger les eaux qu'on trouve dans les Grands Lacs et dans leurs affluents et cours d'eau, s'il n'y a aucune discrimination contre les ressortissants d'autres pays et qu'on ne crée pas d'attentes inconsidérées. Or, certains restent inquiets; voilà pourquoi ces gouvernements doivent consacrer plus d'efforts pour préciser cette question à l'intention de l'opinion publique, notamment en continuant de démontrer que les accords commerciaux éventuels, par exemple le projet d'Accord pour une Zone de libre-échange des Amériques ou un Accord général sur le commerce des services, n'empêcheront pas ces gouvernements de protéger les ressources en eau comme les Grands Lacs.

Recommandation X. Renvoi permanent

Les gouvernements devraient confier à la Commission, dans un renvoi permanent, le mandat de réviser ses recommandations en matière de protection des eaux des Grands Lacs dans trois ans et tous les dix ans par la suite, à moins que les conditions exigent une révision plus fréquente.

Observations de la Commission sur la recommandation X

Les gouvernements ont accepté cette recommandation et donné à la Commission le niveau de référence qu'elle a proposé, sans toutefois s'engager à financer l'examen décennal.

Recommandation XI. Prochaines étapes

La Commission recommande que les gouvernements considèrent l'adoption du plan de travail proposé relativement à ses activités dans la région frontalière, en accordant une attention spéciale aux questions prioritaires et aux enjeux régionaux particuliers pour lesquels l'expérience et les ressources binationales de la Commission peuvent être mises à contribution.

Recommandation XII. Mise en oeuvre

La Commission recommande que les gouvernements du Canada et des États-Unis de même que les gouvernements des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec, individuellement ou collectivement, selon le cas, prennent les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les recommandations formulées dans le présent rapport.

Observations de la Commission sur la recommandation XII

Bien qu'on accomplisse des progrès en ce qui a trait aux recommandations du *Rapport 2000* de la Commission, la plupart de nos recommandations n'ont pas encore été appliquées. Par exemple, il semble qu'au Canada, la recommandation I soit essentiellement appliquée grâce au projet de loi C-6 et au *Water Taking and Transfer Regulation* de l'Ontario. Aux États-Unis, la *Water Resources Development Act* interdit la dérivation ou l'exportation de l'eau des Grands Lacs ou de leurs affluents sans l'approbation des gouverneurs de tous les États des Grands Lacs. Pourtant, les recommandations I à VII y compris, qui traitent directement des mesures à adopter pour protéger les eaux du bassin des Grands Lacs, n'ont pas encore été appliquées à grande échelle, et les gouvernements doivent accentuer leurs efforts pour les mettre en application. C'est pourquoi les gouvernements du Canada et des États-Unis et ceux des États des Grands Lacs, de l'Ontario et du Québec devraient, individuellement ou collectivement selon le cas, prendre les mesures nécessaires pour compléter l'application de toutes les recommandations exprimées par la Commission dans son *Rapport 2000*.

A handwritten signature in blue ink that reads "Herb Gray". The letters are cursive and fluid.

Herb Gray
Président, Section canadienne

A handwritten signature in blue ink that reads "Dennis L. Schornack". The signature is written in a cursive style.

Dennis L. Schornack
Président, Section américaine

A handwritten signature in blue ink that reads "Robert Gour". The signature is written in a cursive style.

Robert Gour, Commissaire

A handwritten signature in blue ink that reads "Irene B. Brooks". The signature is written in a cursive style.

Irene B. Brooks, Commissaire

A handwritten signature in blue ink that reads "Jack Blaney". The signature is written in a cursive style.

Jack P. Blaney, Commissaire

A handwritten signature in blue ink that reads "Allen I. Olson". The signature is written in a cursive style.

Allen I. Olson, Commissaire